



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 43 du 6 octobre 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 7 octobre 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1008
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1008
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1008
Bureau des réglementations	1008
Extrait de l'arrêté du 1 ^{er} octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.....	1008
Extrait de l'arrêté du 2 octobre 2009 établissant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins ainsi que sur la prévention des accidents visée à l'article R.211-5-3 du code rural	1008
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	1008
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	1008
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 septembre 2009 relatif à la composition de la commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur en Meurthe-et-Moselle.....	1008
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	1009
Arrêté n° 09.BMSSE.129 du 5 octobre 2009 portant délégation du pouvoir de présider une vente par adjudication publique sur soumissions de coupes en blocs et sur pieds ou à la mesure au directeur bois territorial de Lorraine de l'Office National des Forêts et au responsable du service bois de l'agence de l'Office National des Forêts de Meurthe-et-Moselle	1009
Arrêté n° 09.BMSSE.130 du 5 octobre 2009 accordant délégation de signature à M. Michel JEANNEY, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle	1009
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	1010
Arrêté du 30 septembre 2009 relatif à la modification des compétences de la communauté de communes des 3 vallées et à l'adhésion de Viéville-en-Haye.....	1010
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1010
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	1010
Division d'exploitation de Metz.....	1010
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-065 en date du 1 ^{er} octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de dépose d'une ligne HTA au droit de A 31 (PR 232+650/233+100)	1010
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-067 en date du 1 ^{er} octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations localisées sur A 33, du PR 12+430 au PR 10+200 (couchée de roulement).....	1012
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-069 en date du 1 ^{er} octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en place de la signalisation de jalonnement A 330 SDSD PR 4+000 au PR 6+000	1013
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	1015
Service cohésion sociale.....	1015
Arrêté DDASS/SCS/ n° 1120 du 30 septembre 2009 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale REGAIN 54 (Regroupement d'associations pour l'insertion de Nancy 54).....	1015
Service offres de soins de ville.....	1015
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV/N° 1092-09 du 30 septembre 2009 portant modification statutaire de la société d'exercice libéral en commandite par actions « Laboratoire médico biologique CINQUALBRE-PAULUS » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54000) - Agrément SELCA 08 - Autorisation n° 54-10 - Autorisation n° 54-21 - Autorisation n° 54-46 - Autorisation n° 54-75	1015
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV/N° 1095-09 du 30 septembre 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-46	1016
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	1017
Service agriculture, forêt, chasse	1017
Extrait de l'arrêté n° 460/2009 du 7 septembre 2009 prononçant une distraction du régime forestier (commune de Custines)	1017
Extrait de l'arrêté n° 461/2009 du 7 septembre 2009 prononçant une application du régime forestier (commune de Saint-Pancré).....	1017
Extrait de l'arrêté n° 462/2009 du 7 septembre 2009 relatif à la distraction et à l'application du régime forestier (commune de Méréville).....	1018
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	1018
Service santé et protection animales et environnement	1018
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.111 du 21 septembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Caroline DONDELINGER, vétérinaire à Bains-les-Bains	1018
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.112 du 21 septembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Frédéric DREVET, vétérinaire à Bains-les-Bains	1018
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.113 du 21 septembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Cédric TROTET, vétérinaire à Bains-les-Bains	1019
Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.116 du 24 septembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Aurélien DEMARD, vétérinaire à Vézelize.....	1019
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1019
Décision d'agrément du 29 septembre 2009 de l'Association pour le développement ASDEV France à Vandœuvre-lès-Nancy en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1019
Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 30 septembre 2009 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité.....	1019
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX.....	1020
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2009 relatif au régime d'ouverture au public des Conservations des Hypothèques (CH), du Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), des Services des Impôts des Entreprises (SIE), des Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises (CDI-SIE), des Services des Impôts des Particuliers - Services des Impôts des Entreprises (SIP-SIE).....	1020
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS.....	1021
Arrêté du 17 août 2009 nommant M. Robert CASANOVAS, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, au grade de commandant de sapeurs-pompiers	1021
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1021
Délégation de signature du 1 ^{er} octobre 2009	1021
Arrêté du 1 ^{er} octobre 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie ZIMMERMANN, gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle.....	1026
AVIS ET COMMUNICATIONS	1027
AUTRES SERVICES	1027
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	1027
Extrait de la décision n° 09-09 du 29 juillet 2009 relative à la mise en œuvre du site internet « ateliersdubienvieillir.fr »	1027
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	1027
Avis de recrutement sans concours de six adjoints administratifs de 2 ^e classe du 1 ^{er} octobre 2009.....	1027

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 1^{er} octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} - Le Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, voie privée Roger Poiré à SAINT-NICOLAS-de-PORT (54210) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0099

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont l'ensemble des cadres soignants et infirmiers du service de psychiatrie.

Le système mis en place ne prévoit pas de sauvegarde.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port, représenté par M. Gilles BAROU; directeur par intérim ;

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1^{er} octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 2 octobre 2009 établissant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins ainsi que sur la prévention des accidents visée à l'article R.211-5-3 du code rural

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Toute personne mentionnée sur la liste ci-dessous est habilitée à dispenser la formation prévue à l'article L 211-13-1 du code rural :

Identité du formateur	Adresse du lieu de déroulement de la formation et de délivrance des attestations d'aptitude	Coordonnées téléphoniques et adresse mail	Diplôme, titre ou qualification
Gilles DEPRez	5, allée de l'Île des Sables – 54200 DOMMARTIN-les-TOUL	06.81.40.76.83 adresse mail : gilles.deprez@wanadoo.fr	MONITEUR
Pierre LECHNER	Club canin les Compagnons du chien 54610 RAUCOURT	06.23.07.71.57 adresse mail : p.lechner@sfr.fr	MONITEUR
Guy D'ALMEIDA	CD 913 Chemin Rural d'Avrainville 54380 ROGEVILLE	03.83.23.70.23 adresse mail : dalmeida.guy@neuf.fr	MONITEUR

Article 2 : Le formateur choisi par le détenteur du chien est tenu de réaliser la formation sauf pour motifs d'injures graves ou défaut de paiement.
Article 3 : M. le Secrétaire Général, MM. les Sous-Préfets, M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le Directeur des Services Vétérinaires, Mmes et MM. les maires du département de Meurthe-et-Moselle, Mmes et MM. les vétérinaires du département de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Copie du présent arrêté sera transmise à la direction générale de l'enseignement et de la recherche, au bureau des partenariats professionnels.

Nancy, le 2 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement***Extrait de l'arrêté modificatif du 22 septembre 2009 relatif à la composition de la commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur en Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La composition de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur, présidée par M. le Président du Tribunal Administratif ou par le magistrat qu'il délègue, prévue à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2008 est modifiée comme suit :

Représentants des administrations de l'État

- le représentant du Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- le Directeur régional de l'environnement ou son représentant
- le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant,
- deux représentants de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture.

Le reste sans changement.

Article 2 : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 22 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Arrêté n° 09.BMSSE.129 du 5 octobre 2009 portant délégation du pouvoir de présider une vente par adjudication publique sur soumissions de coupes en blocs et sur pieds ou à la mesure au directeur bois territorial de Lorraine de l'Office National des Forêts et au responsable du service bois de l'agence de l'Office National des Forêts de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'article 1^{er} de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office National des Forêts ;

Vu l'article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2009-176 du 16 février 2009, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : En cas d'empêchement du sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, délégation du pouvoir de présider les ventes par adjudication publique sur soumissions de coupes en blocs et sur pieds ou à la mesure provenant de forêts domaniales et de forêts de collectivités qui se déroulent au Campus, Parc de Haye à VELAIN-EN-HAYE, est donnée au directeur bois territorial de Lorraine de l'Office National des Forêts.

Article 2 : En cas d'absence du directeur bois territorial de Lorraine de l'Office National des Forêts, délégation du pouvoir de présider les ventes visées à l'article 1 est donnée au responsable du service bois de l'agence de l'Office National des Forêts de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 accordant délégation de pouvoir au responsable du service bois de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur bois territorial de Lorraine de l'Office National des Forêts et au responsable du service bois de l'agence de l'Office National des Forêts de Meurthe-et-Moselle, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 5 octobre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté n° 09.BMSSE.130 du 5 octobre 2009 accordant délégation de signature à M. Michel JEANNEY, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2009-176 du 16 février 2009, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation est donnée à M. Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les actes et décisions afférents aux attributions suivantes :

- le suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration,
- l'animation et la coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle,
- le suivi du contrat urbain de cohésion sociale de l'agglomération de Nancy,
- le suivi des dossiers relevant du développement économique, les relations économiques avec les entreprises, ainsi que les mesures de soutien à l'activité économique et à l'emploi,
- le suivi du dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers de l'arrondissement de Nancy,
- le suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté,
- le suivi de la mise en œuvre du revenu de solidarité active.

Article 2 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Michel JEANNEY, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation sans contrainte (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du code de la santé publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 3 : Délégation de signature est également donnée à M. Michel JEANNEY, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel JEANNEY, la délégation qui lui est consentie est exercée par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - 5) au président du Conseil Général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.84 du 27 juillet 2009, accordant délégation de signature à M. Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 octobre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

Arrêté du 30 septembre 2009 relatif à la modification des compétences de la communauté de communes des 3 vallées et à l'adhésion de Viéville-en-Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée définie par l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'adhésion de la commune de Viéville-en-Haye à la communauté de communes des 3 vallées est autorisée, à compter du 31 décembre 2009. La commune de Viéville-en-Haye sera représentée au sein du conseil communautaire par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Article 2 : La modification statutaire de l'article 2 relatif aux compétences est autorisée. Les statuts modifiés sont annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes des 3 vallées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 30 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Bernard BREYTON

Les statuts de la communauté de communes des 3 vallées sont consultables à la sous-préfecture de Toul.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-065 en date du 1^{er} octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de dépose d'une ligne HTA au droit de A 31 (PR 232+650/233+100)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPERES PR. ET SENS	PR 232.650 et PR 233.100	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Dépose ligne HTA sur emprise autoroutière	
PERIODE GLOBALE	04 octobre 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Paris-Nancy Neutralisation VG sens Nancy - Paris Vitesse limitée à 50 km/h au droit du chantier et dans les biseaux Interdiction de dépasser	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	4 octobre 2009 de 6 h à 8h	AK5 PR 231.600 sens Paris-Nancy AK5 PR 235.900 sens Nancy-Paris	Neutralisation de voie de droite Neutralisation de voie de gauche Limitation de vitesse à 50 km/H au droit du chantier à partir du biseau	RAS
	à partir de 7 h suivant levé du jour	PR 232.550 et PR 233.200	Micro-coupure par les forces de l'ordre Durée probable 5 mm	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Dommartin lès Toul
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'une information par Radio Bleu

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Dommartin les Toul.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de ERTF,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 1^{er} octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-067 en date du 1^{er} octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations localisées sur A 33, du PR 12+430 au PR 10+200 (couche de roulement)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
POINTS REPERES PR.	SENS: PLUS SENS: MOINS PR 12,430 au PR 10,200 SENS:	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	06 octobre 2009 au 07 octobre 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VG sens + ou 1 Neutralisation VD sens- ou 2 Basculement sens Strasbourg/Paris sur le sens Paris /Strasbourg Fermetures diverses Bretelles : échangeur de Fléville et noeud autoroutier A33 /A330 Limitation de vitesse à 50km/h dans le basculement, 90 km/h en section courante des travaux et interdiction de doubler.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	6 au 7 octobre 2009 de nuit 21h à 7h	AK5 A33 PR 8,900 sens + neutralisation voie de gauche AK 5 A33 PR 15,700 sens - neutralisation voie de droite basculement du sens – Strasbourg/ Paris sur le sens + Paris /Strasbourg par les ITPC des PR 14,500 et 10,120	Renouvellement couche de roulement Réparations localisées	Itinéraire de déviation Dans le cadre des travaux diverses bretelles de l'échangeur de Fléville ZI N°3 et du noeud autoroutier seront fermées à la circulation pour l'exécution des travaux. 1- Bretelles de sortie sens Strasbourg/Nancy Echangeur de Fléville ZI <i>Bretelle Strasbourg/Fléville</i> Noeud autoroutier <i>Bretelles Strasbourg/Nancy, Strasbourg/Epinal</i> Déviation commune Les usagers sont invités à rester sur la section courante de l'A33, de prendre le basculement du PR 14,500 au PR 10,120. Montée Houdemont direction Paris jusqu'à l'échangeur n°2 de Brabois, bretelle Strasbourg/Neuves-Maisons de l'échangeur de Brabois, RD 974, Bretelle Nancy-Brabois/Strasbourg, A33 direction Strasbourg où les usagers retrouveront la signalisation permanente direction Epinal, Nancy et Fléville ZI. 2- Bretelles d'entrée sens Strasbourg/Nancy Echangeur de Fléville ZI <i>Bretelle Fléville/Nancy</i> Les usagers sont invités à rester rue d'Erfurt, à prendre la rue Victor Guignard, rue Pierre et Marie Curie, rue Lavoisier, rue Pasteur et bretelle Nancy/Ludres de l'échangeur Ludres direction Nancy par A330. Noeud autoroutier <i>Bretelle Epinal/Paris</i> Les usagers sont invités à rester sur la section courante de l'A330, à prendre la bretelle Epinal/ accès zone commerciale Houdemont de l'échangeur d'Houdemont, demi-tour rond point accès Zone de Frocourt sur RD 570, RD570 direction Ludres, bretelle Houdemont/Epinal, A330 direction Epinal jusqu'au noeud autoroutier, bretelle Nancy/Paris et A33 où les usagers retrouveront la signalisation permanente direction Paris.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Ludres et Fléville ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire des communes de LUDRES et FLEVILLE.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de SCREG et COLAS
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 1^{er} octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-069 en date du 1^{er} octobre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en place de la signalisation de jalonnement A 330 SDSD PR 4+000 au PR 6+000

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 330	
POINTS REPERES PR. ET SENS	PR 6,000 au PR 4,000 sens Epinal-Nancy	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Phase 1 terrassements ferrailage et coulage béton des massifs Phase 2 pose et dépose portiques ,potence et haut mât	
PERIODE GLOBALE	Phase 1 du 31 août au 17 septembre 2009 et Phase 2 du 19 octobre au 30 octobre 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Phase 1 (arrêté permanent) Neutralisation VG à l'avancement pour les massifs en TPC Neutralisation VD à l'avancement pour les massifs en BAU Phase 2 (arrêté spécifique) 2 modes d'exploitation Haut mât : PR 5,110, Portiques : 4,750,4,500 et 4,200 et Potence 4,075 Fermeture de l'A330 sens Epinal-Nancy avec déviation par la ZI de Ludres Portiques : PR 5,700 et 5,400 Neutralisation VG sens Nancy/Epinal Neutralisation VDsens Epinal/Nancy Basculement circulation sens Epinal/Nancy sur le sens Nancy/Epinal Portiques : PR 5,700 et 5,400 Limitation de vitesse à 50 km/h au droit du basculement et 90 km/h sur la section courante du chantier Interdiction de doubler	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	Phase 1 31 août 2009 au 17 septembre 2009	PR 6,000 au PR 4,000	Arrêté permanent Neutralisation VG sens Epinal /Nancy à l'avancement des travaux Neutralisation VD sens Epinal /Nancy à l'avancement des travaux	
	Phase 2 Pose et Dépose Haut mât PR 5,110, Portiques PR 4,750, 4,500, 4,200 et Potence PR 4,075 19 au 28 octobre 2009 de 21 h à 7h	AK 5 PR 7,300	Arrêté spécifique 1 ^{er} mode d'exploitation Fermeture A330 sens Epinal-Nancy avec déviaton	Phase 2 Fermeture de l'A330 sens Epinal-Nancy avec déviaton par la Z.I. de Ludres: sortie obligatoire bretelle Epinal/Ludres, rue Pasteur, rue Lavoisier, rue Fresnel, rue Gustave Eiffel, rue du Champ Moyen pour la direction Strasbourg et rue Effurt direction Nancy-Paris <i>Bretelle Ludres/Nancy</i> Les usagers sont invités à prendre la RD 570 par la rue Pasteur jusqu'à l'échangeur n°4 centre commercial de Houdemont, de continuer sur la RD570 pour la direction Nancy. Pour les usagers désirant se rendre vers Paris ou Strasbourg ils sont invités à faire demi-tour au niveau du rond-point de la ZAC de Frocourt-RD570, RD 570 direction Ludres puis la bretelle Houdemont Epinal, A330 où les usagers retrouveront la signalisation permanente direction Paris et Strasbourg.
	Pose Portiques PR 5,700 et 5,400 28 au 30 octobre 2009 de 21h à 7h	AK5 PR 3,600	2 ^e mode d'exploitation	
		AK5 PR 7,300	Neutralisation Voie de gauche sens Nancy- Epinal	<i>Bretelle Richardménil/Nancy</i> Les usagers sont invités à prendre la RD 570 jusqu'à l'échangeur n°4 centre commercial de Houdemont, de continuer sur la RD 570 pour la direction Nancy. Pour les usagers désirant se rendre vers Paris ou Strasbourg ils sont invités à faire demi-tour au niveau du rond- point de la ZAC de Frocourt-RD 570, RD 570 direction Ludres puis la bretelle Houdemont Epinal, A330 où les usagers retrouveront la signalisation permanente direction Paris et Strasbourg.
		ITPC PR 5,900	Neutralisation Voie de droite sens Epinal-Nancy	<i>Echangeur de Ludres N°5</i> <i>Bretelle Epinal/Ludres</i> Les usagers sont invités à rester sur la section courante de l'A330 direction Nancy jusqu'au noeud autoroutier A33/A330, bretelle Epinal/Paris, A33, bretelle Strasbourg/Epinal, A330 direction Epinal où les usagers retrouveront la signalisation permanente direction Ludres.
		ITPC PR 4,700	Basculement circulation sens Epinal -Nancy sur le sens Nancy-Epinal	<i>Bretelle Ludres/Nancy</i> Les usagers sont invités à prendre la RD 570 par la rue Pasteur jusqu'à l'échangeur n°4 centre commercial de Houdemont, de continuer sur la RD570 pour la direction Nancy. Pour les usagers désirant se rendre vers Paris ou Strasbourg ils sont invités à faire demi-tour au niveau du rond-point de la ZAC de Frocourt-RD570, RD 570 direction Ludres puis la bretelle Houdemont Epinal, A330 où les usagers retrouveront la signalisation permanente direction Paris et Strasbourg.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de LUDRES ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Ludres.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SES 35 avenue Danemark 37 072 Tours,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 1^{er} octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service cohésion sociale

Arrêté DDASS/SCS/ n° 1120 du 30 septembre 2009 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale REGAIN 54 (Regroupement d'associations pour l'insertion de Nancy 54)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La convention constitutive du Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale (GCSMS) dénommé « REGAIN-54 » est approuvée à la date du présent arrêté.

Article 2 : Lors de sa constitution, le GCSMS « REGAIN-54 » comporte les membres suivants :

- Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (ALASA)
269, avenue de la Libération - 54000 NANCY
- Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (ASLORAL)
36, rue Pierre Villard - 54000 NANCY
- Association « Le Gîte Familial »
87 bis, avenue du Général Leclerc - 54000 NANCY

Article 3 : Le GCSMS « REGAIN-54 » a pour objet de permettre à ses membres :

- de développer leurs complémentarités pour un meilleur service aux personnes accueillies,
- de favoriser le rapprochement des pratiques sociales, professionnelles, administratives et de gestion,
- d'assurer progressivement le fonctionnement de l'ensemble des activités,
- de développer de nouvelles activités utiles à la réalisation d'objectifs communs,
- de favoriser les contacts avec les Institutions Publiques,
- de mutualiser les moyens humains, matériels, logistiques et financiers,
- de travailler en réseaux, en développant des pôles de compétences autour de l'accueil et l'orientation, la santé, le logement, l'emploi et la formation, la culture et la citoyenneté,
- de s'inscrire dans une démarche de qualité et de mettre en œuvre un dispositif de contrôle et d'évaluation des actions

Article 4 : Le siège social du GCSMS « REGAIN-54 » est fixé dans les locaux de l'association « le Gîte Familial » 87 bis, avenue du Général Leclerc - 54000 NANCY

Article 5 : Le GCSMS « REGAIN-54 » est constitué pour une durée indéterminée à compter du jour suivant la publication du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif - 5 place carrière 54000 NANCY - dans les deux mois suivant sa publication au Recueil des Actes Administratifs.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service offres de soins de ville

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV/N° 1092-09 du 30 septembre 2009 portant modification statutaire de la société d'exercice libéral en commandite par actions « Laboratoire médico biologique CINQUALBRE-PAULUS » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54000) - Agrément SELCA 08 - Autorisation n° 54-10 - Autorisation n° 54-21 - Autorisation n° 54-46 - Autorisation n° 54-75

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant le procès-verbal d'assemblée générale ordinaire et annuelle du 16 juin 2009 concernant :

- La fusion par voie d'absorption de la SCP « LABM François LAMY » par la SELCA « Laboratoire médico biologique CINQUALBRE PAULUS » sise 1170 Avenue Raymond Pinchard à NANCY ;
- La dissolution de la SCP « LABM François LAMY » ;
- L'augmentation du capital social par création de 220 actions ;
- La démission de M. Jean CINQUALBRE, médecin biologiste de ses fonctions de cogérant et directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 2, rue des Quatre Eglises à NANCY ;

- La nomination de Mme Alexandra MEYER, médecin biologiste en qualité de nouvelle associée commanditée de la société, cogérante et directrice du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 1170, avenue Raymond Pinchard à NANCY ;
- La nomination de Mme Laure COMBES en qualité de nouvelle associée commanditée de la société, cogérante et directrice du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 2, rue des Quatre Eglises à NANCY ;
- La nomination de M. François LAMY en qualité de nouvel associé commandité de la société, cogérant et directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis boulevard de l'Europe – Centre Commercial et d'Affaires les Nations à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;
- La cession d'une action à droit de vote double par M. Christophe BAILLET au profit de Mme Laure COMBES ;
- La cession d'une action à droit de vote double par M. Christophe BAILLET au profit de M. François LAMY ;
- La modification de la dénomination sociale de la SELCA, qui devient « Laboratoire Médico biologique ATOUTBIO » ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté modifié du 13 janvier 1995 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions « SELCA Laboratoire Médico-Biologique CINQUALBRE-PAULUS », agréée sous le n° 08, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifié comme suit :

Dénomination sociale : SELCA «Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO»

Siège social : 1170 avenue Raymond PINCHARD

54000 NANCY

Capital social : 431 420 €

Répartition du capital social :

- Monsieur Jean-Marcel PAULUS, associé professionnel possédant 14.561 actions
- Madame Géraldine DAP, associée professionnelle possédant 1 action
- Madame Alexandra MEYER, associée professionnelle possédant 1 action
- Madame Laure COMBES, associée professionnelle possédant 1 action
- Monsieur François LAMY, associé professionnel possédant 1 action
- Monsieur Christophe BAILLET, associé professionnel externe possédant 1256 actions
- SELARL « ESPACEBIO », associée professionnelle externe possédant 3.900 actions
- SAS « LORBIO », porteur possédant 19.499 actions

Objet de la société :

- l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale.

Laboratoires exploités :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale

2 rue des quatre églises

54000 NANCY

Autorisation n° 54-10

Directeur : Madame Laure COMBES, pharmacien biologiste

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale

9, square de Liège

54500 VANDOEUVRE

Autorisation n° 54-21

Directeur : Madame Géraldine DAP, médecin biologiste

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale

Boulevard de l'Europe

Centre d'Affaires « Les Nations »

54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Autorisation n° 54-46

Directeur : Monsieur François LAMY, pharmacien biologiste

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale

1170, avenue Raymond Pinchard

54000 NANCY

Autorisation n° 54-75

Directeurs : Monsieur Jean-Marcel PAULUS, pharmacien biologiste,

Madame Alexandra MEYER, médecin biologiste

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Laure COMBES,
- Madame Géraldine DAP,
- Monsieur François LAMY,
- Monsieur Jean-Marcel PAULUS,
- Madame Alexandra MEYER,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 30 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV/N° 1095-09 du 30 septembre 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-46

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la fusion par voie d'absorption de la SCP « Laboratoire d'analyses de biologie médicale François Lamy » par la SELCA « Laboratoire médico biologique Cinqualbre Paulus » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à NANCY le 16 juin 2009 ;

Considérant la dissolution de la SCP « Laboratoire d'analyses de biologie médicale François Lamy » sise boulevard de l'Europe – Centre Commercial et d'Affaires « Les Nations » à VANDOEUVRE-LES-NANCY le 16 juin 2009 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'article 1 de l'arrêté du 14 août 1981, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-46, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis Boulevard de l'Europe – Centre Commercial et d'Affaires « Les Nations » à Vandoeuvre-lès-Nancy, est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale François LAMY, pharmacien biologiste.

Siège social : Boulevard de l'Europe

Centre Commercial et d'Affaires « Les Nations »

Vandoeuvre-lès-Nancy (54500).

Laboratoire exploité au sein de la SELCA « Laboratoire médico biologique ATOUTBIO », agréée sous le n° 8, dont le siège social est situé 1170, avenue Raymond Pinchard – 54000 NANCY.

Directeur : Monsieur François LAMY, pharmacien biologiste, habilité à effectuer les actes suivants :

- biochimie, immunologie, bactériologie, hématologie, parasitologie, mycologie, prélèvements sanguins, tubage gastrique et duodénal, sondage vésical chez la femme, prélèvements effectués au niveau des téguments, des phanères et des muqueuses accessibles sans traumatismes.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé à :

- SELCA « Laboratoire médico-biologique ATOUTBIO » ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de NANCY ;
- Monsieur le Maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 30 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 460/2009 du 7 septembre 2009 prononçant une distraction du régime forestier (commune de Custines)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Il est fait distraction du régime forestier des parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Custines	Custines	Sous la Grande Garenne	AK	18	0,0195
		Sous le Bois Jacob	AK	240	0,6960
		La Grande Garenne	AL	3	0,0800
		"	AL	4	0,2450
		"	AL	133	0,7518
		"	AL	136	0,3665
					2.1588

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Custines.

Nancy, le 7 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de l'arrêté n° 461/2009 du 7 septembre 2009 prononçant une application du régime forestier (commune de Saint-Pancré)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Saint-Pancré	Saint-Pancré	La Goulette	A	518	3,2572
			A	307	0,1890

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Saint-Pancré.

Nancy, le 7 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de l'arrêté n° 462/2009 du 7 septembre 2009 relatif à la distraction et à l'application du régime forestier (commune de Méréville)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Il est fait application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieudit		
Commune de Méréville	A	12	Moulins Bois	21,0520	Méréville
		13		0,2920	
				21,3440	

Article 2 - Il sera fait application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après à compter de la date de signature de l'acte d'échange :

Personne morale propriétaire après échange	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de Parcelle	Lieudit		
Commune de Méréville	A	125	Moulins Bois	21,3436	Méréville
		(ex 39 pie)			
				21,3436	

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Méréville.

Nancy, le 7 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES
Service santé et protection animales et environnement

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.111 du 21 septembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Caroline DONDELINGER, vétérinaire à Bains-les-Bains

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Caroline DONDELINGER,
Docteur Vétérinaire
23, rue des Anciens Moulins
88240 BAINS LES BAINS

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 21 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.112 du 21 septembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Frédéric DREVET, vétérinaire à Bains-les-Bains

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Frédéric DREVET,
Docteur Vétérinaire
Rue Charles LEVY
88240 BAINS LES BAINS

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 21 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.113 du 21 septembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Cédric TROTET, vétérinaire à Bains-les-Bains

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEArticle 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :Cédric TROTET,
Docteur Vétérinaire
29, rue d'Epinal - 88240 BAINS LES BAINS

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 21 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Mme Emmanuelle PORTEMER**Extrait de l'arrêté n° 09.DDSV.116 du 24 septembre 2009 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Aurélien DEMARD, vétérinaire à Vézelize**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEArticle 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :Aurélien DEMARD,
Docteur Vétérinaire
20, rue du Maréchal Foch - 54330 VEZELISE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 24 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des services vétérinaires,
Mme Emmanuelle PORTEMER**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE****Décision d'agrément du 29 septembre 2009 de l'Association pour le développement ASDEV France à Vandoeuvre-lès-Nancy en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail**

Vu la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

Vu la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 11 septembre 2009 présentées par Monsieur DRAME Saliou - Président de l'Association pour le développement ASDEV France, 1 rue Goethe – immeuble les Serins – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

DECIDEArticle 1^{er} : L'Association pour le développement ASDEV France, 1 rue Goethe – immeuble les Serins – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY – SIRET 508 379 369 000 12 code ape 9499 Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 29 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale et du développement économique,
Michel JEANNEY**Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 30 septembre 2009 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité**

Les Inspectrices et Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième sections d'inspection du travail, ainsi que celles des transports et de l'agriculture

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT

Quatrième section	Madame Alexandra CHALOYARD
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY
Sixième section	Madame Safia ELMI-GANI
Septième section	Monsieur Patrick OSTER
Inspection du Travail des Transports	Monsieur Guillaume VISCA
Inspection du Travail en Agriculture	Monsieur Guy TROGNON

Vu les articles L4721-1 à L4721-8, L4731-1 à L4731-6, R 4731-1 à R 4731-15, L8112-5 du Code du Travail,
 Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine en date du 27 août 2009 relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle publiée le 16 septembre 2009 au recueil des actes administratifs,
 Vu les décisions du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 16 septembre 2009 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail en section et organisant l'affectation des contrôleurs du travail en section, décisions publiées le 16 septembre 2009 au recueil des actes administratifs,
 Considérant qu'en application des décisions précitées, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle peut être amené à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'une inspectrice ou d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

DECIDENT

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge, et dans la limite des intérimis dont il sera chargé dans les autres sections.

Article 1^{er} : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins :

- d'établir les mises en demeure prévues aux articles L4721-8 du code du travail
- de prendre toutes mesures utiles, et notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de travaux, visant à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés :
 - * sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement,
 - * exposés à l'inhalation de fibres d'amiante,
 - * au dépassement de la valeur limite de concentration d'une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique après mise en demeure.

Section	Contrôleurs
Première section	Madame Clotilde PELTIER Monsieur Nicolas BURGAIN
Deuxième section	Monsieur Claude MONSIFROT Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sylvie TEDESCO
Sixième section	Madame Sonia GUICHARD Monsieur Patrick JULLY
Septième section	Madame Florence BOURELLY
Inspection du Travail des Transports	Monsieur Arnaud COLIN
Inspection du Travail en Agriculture	Aucun Contrôleur du Travail à la date de parution de la présente décision

Article 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application des articles L4731-1, L4731-2 et L4731-3, R 4731-14, L8112-5 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Article 3 : Les délégations visées aux articles 1 et 2 sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérimis dont ils sont chargés.

Article 4 : Les mises en demeure et les décisions d'arrêt et de reprise de travaux s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Article 5 : La présente décision abroge la décision du 1^{er} septembre 2009.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 30 septembre 2009

L'Inspectrice du Travail de la 1^{ère} section,
 Martine BOUBAGRA
 L'Inspecteur du Travail de la 3^{ème} section,
 Mickaël MAROT
 L'Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section,
 Marieke FIDRY
 L'Inspecteur du Travail de la 7^{ème} section,
 Patrick OSTER
 L'Inspecteur du Travail en Agriculture,
 Guy TROGNON

L'Inspectrice du Travail de la 2^{ème} section,
 Angélique ALBERTI
 L'Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section,
 Alexandra CHALOYARD
 L'Inspectrice du Travail de la 6^{ème} section,
 Safia ELMI-GANI
 L'Inspecteur du Travail des Transports,
 Guillaume VISCA

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2009 relatif au régime d'ouverture au public des Conservations des Hypothèques (CH), du Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), des Services des Impôts des Entreprises (SIE), des Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises (CDI-SIE), des Services des Impôts des Particuliers - Services des Impôts des Entreprises (SIP-SIE)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} décembre 2009, les Conservations des Hypothèques (CH), le Service des Impôts des Entreprises Centralisateur (SIE-C), les Services des Impôts des Entreprises (SIE), les Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises (CDI-SIE), les Services des Impôts des Particuliers - Services des Impôts des Entreprises (SIP-SIE), implantés dans le département de Meurthe-et-Moselle, seront ouverts au public tous les jours, y compris les journées des arrêts comptables mensuels et annuels à l'exception :

- a. des samedis et des dimanches ;
b. des jours fériés reconnus par la loi.

Article 2 : Les horaires d'ouverture au public des services visés à l'article 1 sont les suivants à compter du 1^{er} décembre 2009 :

I - Les Conservations des Hypothèques (CH) de NANCY, BRIEY, LUNEVILLE et TOUL :
8H30 à 12H00 – 13H30 à 16H00
ou sur rendez-vous

II - Les « Centres des Impôts - Services des Impôts des Entreprises » (CDI-SIE) de LONGWY et LUNEVILLE, le « Service des Impôts des Entreprises » (SIE) de NANCY SUD OUEST et les « Services des Impôts des Particuliers - Services des Impôts des Entreprises » (SIP-SIE) de BRIEY, PONT-A-MOUSSON et TOUL :

8H30 à 12H00 - 13H30 à 16H00
ou sur rendez-vous

III - Les « Services des Impôts des Entreprises » (SIE) de NANCY NORD EST et de NANCY NORD OUEST, et le « Service des Impôts des Entreprises Centralisateur » (SIE-C) de NANCY SUD EST :

8H45 à 12H00 - 13H15 à 16H00
ou sur rendez-vous

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général, François MALHANCHE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Arrêté du 17 août 2009 nommant M. Robert CASANOVAS, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, au grade de commandant de sapeurs-pompiers

Le ministre de l'intérieur de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

Le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° 2001-682 du 30 juillet 2001 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'arrêté du 31 août 1987 nommant M. Robert CASANOVAS au grade de capitaine de sapeurs-pompiers professionnels à compter du 1^{er} septembre 1987 ;

Sur proposition du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe et Moselle ,

ARRETERENT

Article 1^{er} - M. Robert CASANOVAS, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, est promu au grade de commandant de sapeurs-pompiers à compter du 2 mars 2004.

Article 2 - A cette date et compte tenu de sa situation antérieure, M. Robert CASANOVAS est classé au 7^{ème} échelon de son nouveau grade.

Article 3 - Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 - Le préfet de Meurthe et Moselle et le président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Paris, le 17 août 2009

Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe et Moselle,
Bernard LECLERC

Pour le ministre et par délégation,
Le préfet, directeur de la sécurité civile,
Alain PERRET

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Délégation de signature du 1^{er} octobre 2009

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 (art 14) portant règlement général sur la Comptabilité Publique, modifié notamment par les décrets n° 74-246 du 11 mars 1974 et n° 76-1027 du 10 novembre 1976 ;

Vu le décret n°54-122 du 1^{er} février 1954, fixant le statut particulier du corps des Trésoriers Payeurs Généraux, modifié notamment par le décret n° 59- 1056 du 07 septembre 1959 ;

Vu le décret du 15 juillet 2009 nommant M. Christian BRUNET délégué du Directeur Général des Finances Publiques pour l'interrégion Rhône-Alpes Bourgogne ;

Vu la lettre du Directeur Général des Finances Publiques RH-1B/2009/07/17497 du 29 juillet 2009 me confiant, à compter du 1^{er} octobre 2009, la gestion intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe et Moselle ;

Vu l'instruction générale du 16 août 1966 sur l'organisation du service des comptables publics, modifiée le 02 août 1984 et le 03 mars 2004, publiée au Journal Officiel ;

Vu le Procès Verbal de Remise de service m'installant dans ces fonctions le 30 septembre 2009

DECIDE

I – Délégations générales

M. Marc DERHAN, Fondé de pouvoir assistant, assure, sous mon autorité la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Marc DERHAN, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

- | | |
|---------------------------|---------------------------------------|
| - M. Eric PIQUE, | Inspecteur principal auditeur |
| - M. Cyril COCHARD, | Inspecteur principal auditeur |
| - M. Julien REMY, | Inspecteur principal auditeur |
| - M. Pierre VUAGNOUX, | Trésorier principal, Chef de division |
| - Mme Anne-Marie FLAMANT, | Receveur Percepteur, Chef de division |
| - Mme Françoise TONIN, | Receveur Percepteur, Chef de division |
| - M. Michel ROUSSEAU, | Receveur Percepteur, Chef de division |

- Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de division
 - M. Jean-Pierre BEAUX, Receveur Percepteur, Contrôleur de Gestion

II – Délégations spéciales

Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

- Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
 - M. Vincent TOLDRE, Inspecteur, chef du service Dépense
 - Madame Angélique MARTIN, Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
 - Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
 - M. Bernard LAROSE, Contrôleur, Service Comptabilité
 - M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité.

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :

- Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes.

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :

- Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

- Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers

Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :

- Mme Isabelle VICHARD, Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux
 - M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :

- Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

Fichier central des chèques

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

- M. Michel ROUSSEAU, Receveur – Percepteur, Chef de division
 - Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

Fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endorsements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

- M. Gilles FLUCK, Inspecteur, chef du service Budget logistique
 - Melle France BERNIZ, Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation
 - Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers
 - M. Vincent TOLDRE, Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré
 - Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef du service Ressources Humaines
 - Mme Isabelle VICHARD, Inspecteur, Responsable du Pôle Recouvrement Animation Contentieux
 - Mme Angélique MARTIN, Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL
 - M. Julien PEYRISSAGUET, Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage
 - Mme Bénédicte OLLIER, Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage
 - M. Stéphane LAMBERT, Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique
 - Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques
 - Mme Claire BERTRAND, Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes
 - Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, Responsable de la Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat
 - M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle
 - M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers
 - M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, gérant intérimaire du service Comptabilité
 - M. Nicolas LAZZAROTTO, Inspecteur chargé des Affaires Economiques

Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7), à :

- M. Thierry LUSQUE, Inspecteur
 - Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur Principal
 - Mme Agnès PREBAY, Contrôleur
 - M. Lionel POLLET, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :

- M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal
 - Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal
 - Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal
 - Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal

Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :

- Mme Claire BERTRAND, Chef du service
 - Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à :

- Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de Division
 - M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant
 - Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur Percepteur, Chef de Division

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :

- Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les attestations de présence au concours du Trésor public, à :

- M. Luc SCHEFFMANN, Contrôleur Principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost », à :

- Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal
- Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, à :

- Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, de procéder au mouvements des valeurs « titres restaurant », de procéder à l'approvisionnement en titres restaurant des postes non centralisateurs, à :

- Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal
- Mme Anne Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal
- Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, chef du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique, à :

- Mme Danielle CHEVALIER, Agent d'administration principal
- Mme Aline CHEF, Agent d'administration
- M. Jean OILLET, Agent d'administration

Fonctionnement du service Budget logistique

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :

- M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service
- Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
- Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :

- Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
- Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique, à :

- M. Fabrice JACQUINET, Agent d'administration principal
- Mme Annick HALLER, Agent d'administration principal
- Mme Monique GERARD, Agent d'administration principal

Fonctionnement du Pôle Recouvrement Animation Contentieux

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :

- M. Bertrand FLOCH, Contrôleur

Fonctionnement du service Dépense

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :

- Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur principal
- Mme Martine FROST, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :

- M. Bernard LAROSE, Contrôleur

Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL opérations de gestion, le courrier interne au service, à :

- M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal

Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL pilotage et animation, le courrier interne au service, à :

- Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal
- M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal

Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, à :

- Mme Anne-Marie AUBERT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :

- Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur
- M. Philippe WINTZER, Inspecteur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à

- Mme Anne-Marie AUBERT, Contrôleur principal
- Melle Evelyne CANTENER, Contrôleur
- Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur

Fonctionnement du service Redevance

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :

- Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur
- Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal

Fonctionnement du service France Domaine

Arrêté portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie ZIMMERMAN, gérant intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005,

Vu le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets,

Vu le décret du 03 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet du département de la Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

Vu le décret du 15 juillet 2009 portant mutation, promotion, nomination et réintégration de trésoriers-payeurs généraux, affectant M. Christian BRUNET à l'administration centrale du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique en qualité de délégué du directeur général des finances publiques pour l'inter région Rhône-Alpes-Bourgogne ;

Vu la décision en date du 29 juillet 2009 du Directeur Général des Finances Publiques confiant, à compter du 01 octobre 2009, la gestion intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe et Moselle à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et Fondé de pouvoir,

Vu l'arrêté préfectoral n° 09BMSSE.128 du 29 septembre 2009 portant délégation de signature à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1^{er} - En cas d'absence ou d'empêchement de M Jean-Marie ZIMMERMANN, il est donné subdélégation de signature à l'effet de signer les décisions, contrats, conclusions, mémoires et d'une façon générale, tous les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^{ème} alinéa) et A.91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1 ^{er} et 2 ^o , R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006 Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006
10	En matière de « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

aux agents de la Trésorerie Générale dont les noms suivent :

En ce qui concerne l'ensemble des attributions (sous les n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10) :

- M. Eric PIQUE, Inspecteur principal,
- M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, fondé de pouvoir assistant,
- M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, encadrant France Domaine.

En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 1, 2, 6, 7 et 9 :

- M. David de BEAUMONT, Inspecteur du Trésor Public, dans la limite de 15 000 euros pour les prises à bail par l'Etat et 150 000 euros pour les acquisitions et cessions de l'Etat.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 9 :

- M. Patrick KREMER, inspecteur,
- Mmes Catherine VIEUX-MELCHIOR, Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Sylviane ROSSIGNOL, Véronique RONCHARD, contrôleuses,
- MM. Stéphane OTTENWALTER et Raphaël LOGEL, contrôleurs.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 10 :

- Mmes Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices ;
- MM. Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Philippe SCHNEIDER, Jean-Marc WARIS, M. Georges ROUSSE, inspecteurs ;
- MM. Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs.

Sont exclues de cette subdélégation les affaires réservées par la Direction pour des motifs d'opportunité. Ces affaires pourront être signées, en cas d'absence de M. Jean-Marie ZIMMERMANN, Chef des Services du Trésor Public, par Messieurs Eric PIQUE, inspecteur principal, et M. Marc DERHAN, Trésorier Principal.

La signature du délégataire sera précédée de la mention « pour le Gérant Intérimaire et par délégation ».

Article 2 - Le préfet et le Gérant intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Gérant intérimaire. Cet arrêté sera affiché dans les locaux de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle.

Arrêté portant délégation de signature

Le chef des services du trésor public, gérant intérimaire de la trésorerie générale du département de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Monsieur ROUSSE Georges, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

- 800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;
- 80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

AR R E T E

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Monsieur LANG Jean Marie, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

- 800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;
- 80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

AR R E T E

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de

- 1 600 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,
- 160 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

AR R E T E

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Monsieur SZUBARGA Joël, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

- 800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;
- 80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

AR R E T E

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Monsieur KERDONCUFF Joël, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

- 800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;
- 80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

AR R E T E

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Monsieur CONTE Alain, contrôleur, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de

- 400 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,
- 40 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

AR R E T E

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Monsieur Marc DERHAN, Trésorier Principal, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;

- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à Madame BURNEL Isabelle, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

- 800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;
- 80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

Le chef des services du trésor public, gérant intérimaire de la trésorerie générale du département de Meurthe-et-Moselle,

Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7);

Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

ARRETE

Article 1^{er} - M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le chef des services du trésor public, gérant intérimaire de la trésorerie générale du département de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

ARRETE

Article 1^{er} - Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;
- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;

La présente procuration annule et remplace celle du 8 décembre 2008, complétée par celle du 6 avril 2009.

Nancy, le 1^{er} octobre 2009

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Marie ZIMMERMANN

Arrêté du 1^{er} octobre 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie ZIMMERMANN, gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°20051621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,

Vu la décision en date du 29 juillet 2009 nommant M. Jean-Marie ZIMMERMANN gérant intérimaire de la Trésorerie Générale de la Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} octobre 2009,

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.128 du 29 septembre 2009 portant délégation de signature de M. Dominique BELLION, Préfet du département de la Meurthe et Moselle à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1^{er} - En application de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.128 du 29 septembre 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, gérant intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, M. Patrick KREMER, inspecteur,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, Catherine VIEUX-MELCHIOR, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 - Le préfet du département de la Meurthe et Moselle et le Gérant intérimaire de la Trésorerie Générale de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le gérant intérimaire.

Fait à Nancy, le 1^{er} octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Marie ZIMMERMANN

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE**

Extrait de la décision n° 09-09 du 29 juillet 2009 relative à la mise en œuvre du site internet « ateliersdubienvieillir.fr »

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

D E C I D E

Article 1^{er} : Il est créé à la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à permettre d'actualiser et d'animer le site Internet www.ateliersdubienvieillir.fr.

Ce site Internet a pour finalité de créer un espace de référence pour le public intéressé par l'action des ateliers du bien vieillir.

Article 2 : Les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- l'identification de l'internaute (nom, prénom, adresse, téléphone, mail)
- l'identification du référent ou animateur (nom, prénom, adresse, date de naissance, téléphone, mail)
- la vie professionnelle
- les habitudes de vie et de comportement

Article 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont :

Les animateurs et les référents

Les gestionnaires et administrateurs en charge du site Internet MSA

Article 4 : Conformément aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès de la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole ou sur le site internet info@msa.fr.

Le droit d'opposition s'applique en l'espèce, la personne concernée a en effet la possibilité de ne pas compléter le formulaire de contact ou l'une des pages de l'espace réservé.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 29 juillet 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel est mis en œuvre par la CCMSA.

La Caisse de LORRAINE s'engage à respecter et faire respecter pour ce qui la concerne les dispositions de la présente décision ci-dessus.

Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la CCMSA.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement.

Toute demande concernant l'exercice de ces droits sera transmise par les caisses concernées à la CCMSA. »

Vandœuvre-lès-Nancy, le 29 septembre 2009

Le Directeur Général,
Jean-Marie GERARD

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**Avis de recrutement sans concours de six adjoints administratifs de 2^e classe du 1^{er} octobre 2009**

Référence : décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaire de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière et du Décret n° 2007-1184 du 03 août 2007 portant statuts particuliers des Personnels Administratifs Hospitaliers de la Fonction Publique Hospitalière

Un recrutement sans concours aura lieu au Centre Hospitalier de Lunéville en vue de pourvoir six postes d'Adjoint Administratif de 2^e classe.

Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1^{er} Janvier 2009 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limite d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

Les candidatures sont à adresser sous pli recommandé ou par simple courrier à l'adresse ci-dessous :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :

- lettre de candidature motivée ;
- curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée.

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
2 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 1^{er} octobre 2009

Le directeur,
J.-M. LALLEMAND

